

- 7° le suivi du rapportage et de l'auto-évaluation annuels ;
8° la transition bienveillante.

Le plan d'entreprise approuvé et les renouvellements ultérieurs de celui-ci sont également transmis pour information à la Commission communautaire flamande.

CHAPITRE 7. — Dispositions finales

Art. 27. Les subventions et les agréments pour les fonctionnements subventionnés et agréés conformément aux arrêtés suivants, sont retirés, en ce qui concerne la région bilingue de Bruxelles-Capitale, à compter du 1^{er} janvier 2023 :

1° l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 mars 2014 portant exécution du décret du 29 novembre 2013 portant organisation du soutien préventif aux familles, en ce qui concerne les Huizen van het Kind ;

2° l'arrêté ministériel du 6 avril 2014 établissant les conditions d'agrément et de subventionnement des boutiques éducation ;

3° l'arrêté ministériel du 6 avril 2014 établissant les règles pour l'agrément et le subventionnement des points d'appui ;

4° l'arrêté ministériel du 15 janvier 2018 établissant les règles pour l'agrément et le subventionnement d'activités enfants-parents pour la lutte locale contre la pauvreté ;

5° l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mars 2021 relatif au financement d'une offre innovante en matière de soutien préventif aux familles ;

6° l'arrêté ministériel du 6 avril 2014 établissant les règles pour l'agrément et le subventionnement de l'offre ambulatoire par des bénévoles.

Art. 28. Par dérogation à l'article 4 et dans le cas exceptionnel où la subvention visée à l'article 3 serait accordée durant la période du projet, visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, à savoir du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025, la subvention sera alors accordée à la Huis van het Kind Brussel au prorata pour l'année concernée.

Art. 29. À l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du 12 octobre 2018, il est ajouté un point 4°, libellé comme suit :

« 4° un bureau de consultation sur un site disposant d'une prestation de services permanente où les parents peuvent séjourner. ».

À l'article 2 de l'arrêté du 12 octobre 2018, il est ajouté un alinéa 4, libellé comme suit :

« Les dispositions du présent arrêté qui s'appliquent aux bureaux de consultation tels que visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, s'appliquent également aux bureaux de consultation tels que visés à l'alinéa 1^{er}, 4°. ».

Art. 30. À l'article 7 du même arrêté, il est ajouté un alinéa 3 libellé comme suit :

« Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2 du présent arrêté, l'agrément d'un bureau de consultation peut en outre être délivré à un organisateur sans personnalité juridique s'il s'agit d'un bureau de consultation dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou s'il s'agit d'un bureau de consultation sur un site disposant d'une prestation de services permanente où les parents peuvent séjourner. ».

Art. 31. À l'article 97 du même arrêté, il est ajouté un alinéa 2, libellé comme suit :

« À partir du 1^{er} janvier 2022, les agréments pour l'organisation et la gestion d'un bureau de consultation prénatal, visé à l'alinéa 1^{er}, sont prolongés pour une période d'un an. ».

Art. 32. Considérant l'élaboration d'un cadre d'objectifs durable à partir du 1^{er} janvier 2026, l'agence évaluera le présent arrêté une première fois, de façon intermédiaire, au cours de l'année 2024, puis une seconde fois au plus tard trois ans après sa prise d'effet. L'agence associera les partenaires pertinents à cette évaluation et tient compte du rapportage annuel visé à l'article 22, de l'auto-évaluation annuelle visée à l'article 23 et du renouvellement du plan d'entreprise. L'évaluation portera au minimum sur la mesure dans laquelle les objectifs escomptés ont été réalisés.

Art. 33. Le présent arrêté produit ses effets à compter du 1^{er} janvier 2022.

Art. 34. Le ministre flamand qui a le Grandir dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 4 février 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,

W. BEKE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/40628]

24 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'octroi des autorisations aux médias de proximité

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 février 2021 sur les services de médias audiovisuels, article 3.2.1-4, § 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2018 fixant les modalités d'octroi des autorisations aux télévisions locales ;

Vu le «test genre» du 17 décembre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis 03-21 du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel, donné le 3 décembre 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 décembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 2021 ;

Vu l'avis n° 70.888/4 du Conseil d'État, donné le 7 février 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que le présent arrêté produit ses effets juridiques à compter du 1^{er} janvier 2022, afin de garantir la sécurité juridique des arrêtés subséquents portant autorisation de chaque média de proximité et des conventions afférentes, lesquels entrent en vigueur à cette même date ;

Sur proposition du Ministre des Médias ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° décret : décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos ;

2° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française ;

3° Administration : le Service Général de l'Audiovisuel et des Médias du Ministère de la Communauté française.

Art. 2. Pour être autorisé, un média de proximité doit introduire une demande préalable par envoi postal et recommandé auprès de l'Administration, qui la communique au Ministre.

La demande comporte les données suivantes :

1° la dénomination du média de proximité ;

2° les statuts du média de proximité ;

3° l'adresse du siège social et du siège d'exploitation ;

4° la composition des instances du média de proximité ;

5° un plan financier établi sur 3 années démontrant la capacité effective du média de proximité d'assurer sa viabilité économique ;

6° la description du ou des services répondant à la mission de service public telle que définie à l'article 3.2.1-2 du décret, en ce compris la manière dont le demandeur entend répondre aux obligations prévues aux articles 3.2.1-4, § 1^{er}, 6° à 12°, et 3.2.1-1 du décret, ainsi que les pièces probantes y afférentes ;

7° un plan d'emplois portant sur le personnel administratif, artistique, technique, commercial et journalistique ;

8° les conditions relatives à la transmission technique du service ;

9° une délimitation et une justification de la zone de couverture souhaitée. La délimitation doit tenir compte des potentialités techniques liées à l'organisation des réseaux de télédistribution ;

10° un engagement à respecter les règlements du Collège d'avis du CSA visés à l'article 9.1.2-1., §1^{er}, 2° et 5°, du décret et approuvé par le Gouvernement.

La demande de renouvellement d'autorisation doit également comprendre les éléments que le média de proximité entend modifier ou compléter dans la convention qu'elle a conclue en application de l'article 3.2.1-2 du décret dans le cadre de son autorisation actuelle.

La demande de renouvellement d'autorisation doit être introduite au plus tard dix mois avant l'échéance de l'autorisation en cours.

Art. 3. Dans le mois de la réception de la demande, l'Administration notifie au demandeur la prise en compte de sa demande et transmet celle-ci pour avis au Collège d'autorisation et de contrôle du CSA.

Le Collège d'autorisation et de contrôle rend un avis, en application des articles 3.2.1-3, alinéa 2, et 9.1.2-3, § 1^{er}, 4°, du décret, et selon les modalités prévues à l'article 9.1.2-3, § 4, du décret.

L'avis est communiqué au Ministre et à l'Administration.

Art. 4. Dans les huit mois à compter de la date d'envoi de l'avis du Collège d'autorisation et de contrôle, le Gouvernement prend sa décision.

Lorsqu'il décide d'autoriser le demandeur, le Gouvernement fixe la zone de couverture du média de proximité en tenant compte des caractéristiques socioculturelles communes à certaines entités communales, du nombre de communes couvertes, de la densité de la population, et des potentialités techniques liées à l'organisation des réseaux de télédistribution.

Conformément à l'article 3.2.1-2, alinéa 3, du décret, l'autorisation est accordée concomitamment à la conclusion d'une convention qui précise les services de médias audiovisuels que la télévision locale est autorisée à éditer et qui décrit pour ceux-ci les modalités particulières d'exécution de la mission de service public.

Art. 5. Sans préjudice du contrôle annuel du respect des obligations des médias de proximité par le Collège d'autorisation et de contrôle du CSA, ce dernier évalue à mi-parcours les conditions de leurs autorisations telles qu'elles découlent de l'application de l'article 2 et des missions de service public et des objectifs relatifs à l'évaluation à mi-parcours repris dans les conventions conclues en vertu de l'article 4, alinéa 2.

A l'issue de l'évaluation visée à l'alinéa 1^{er}, le Collège d'autorisation et de contrôle du CSA transmet au Ministre un avis conformément à l'article 9.1.2-3, § 1^{er}, 7°, du décret. Le Ministre transmet l'avis au Gouvernement qui, en fonction de cet avis, détermine si l'autorisation et les conditions telles que définies dans les conventions visées à l'article 4, alinéa 2, font l'objet d'une révision.

Art. 6. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 décembre 2018 fixant les modalités d'octroi des autorisations aux télévisions locales est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2022.

Art. 8. La Ministre des Médias est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 mars 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,
B. LINARD

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/40628]

24 MAART 2022. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden voor het verlenen van machtigingen aan nabijheidsmedia

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 februari 2021 over de audiovisuele mediadiensten, artikel 3.2.1-4, § 3;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2018 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verlenen van machtigingen aan lokale televisies;

Gelet op de "gendertest" van 17 december 2021 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies 03-21 van het Adviescollege van de Hoge raad voor de audiovisuele sector, uitgebracht op 3 december 2021;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, uitgebracht op 8 december 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 22 december 2021;

Gelet op het advies nr. 70.888/4 van de Raad van State, uitgebracht op 7 februari 2022, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat dit besluit rechtsgevolg heeft met ingang van 1 januari 2022, teneinde de rechtszekerheid te waarborgen van de latere besluiten tot machtiging van elk nabijheidsmedium en de daarmee verband houdende overeenkomsten, die op dezelfde datum in werking treden;

Op de voordracht van de minister voor de Media;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet: decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en diensten voor het delen van video's;

2° Regering : de regering van de Franse Gemeenschap ;

3° Administratie: de Algemene Audiovisuele en Mediadienst van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Om toegelaten te worden, moet een nabijheidsmedium vooraf een aanvraag per aangetekend schrijven indienen bij de Administratie, die ze doorstuurt naar de Minister.

De aanvraag moet de volgende gegevens bevatten:

1° de naam van het nabijheidsmedium;

2° de statuten van het nabijheidsmedium;

3° het adres van de maatschappelijke zetel en de plaats van de uitbatingszetel;

4° de samenstelling van de nabijheidsmediuminstanties;

5° een financieel drijereplan waaruit blijkt dat het nabijheidsmedium effectief in staat is zijn economische levensvatbaarheid te verzekeren;

6° een beschrijving van de dienst(en) die de openbare opdracht vervult (vervullen) zoals omschreven in artikel 3.2.1-2 van het decreet, met inbegrip van de wijze waarop de aanvrager voornemens is te voldoen aan de verplichtingen vermeld in de artikelen 3.2.1-4, § 1, 6° tot 12°, en 3.2.1-1 van het decreet, alsook de desbetreffende bewijsstukken;

7° een tewerkstellingsplan voor het administratief, artistiek, technisch, commercieel en journalistiek personeel;

8° de voorwaarden met betrekking tot de technische verzending van de dienst;

9° een afbakening en motivering van het gewenste dekkingsgebied. Bij de afbakening moet rekening worden gehouden met de technische mogelijkheden in verband met de organisatie van kabeltelevisienetten;

10° een verbintenis tot naleving van de regelingen van de Adviesraad van de Hoge raad voor de audiovisuele sector bedoeld in artikel 9.1.2-1., § 1, 2° en 5° van het decreet en goedgekeurd door de regering.

De aanvraag tot hernieuwing van de toelating moet ook de elementen bevatten die het nabijheidsmedium voornemens is te wijzigen of aan te vullen in de overeenkomst die het heeft gesloten in toepassing van artikel 3.2.1-2 van het decreet in het kader van zijn huidige toelating.

De aanvraag om verlenging van de vergunning moet uiterlijk tien maanden voor het verstrijken van de huidige vergunning worden ingediend.

Art. 3. Binnen een maand na ontvangst van de aanvraag stelt de Administratie de aanvrager ervan in kennis dat de aanvraag in behandeling is genomen en zendt zij deze om advies naar het College voor vergunningen en toezicht van de Hoge raad voor de audiovisuele sector.

Het College voor vergunningen en toezicht brengt advies uit, overeenkomstig de artikelen 3.2.1-3, tweede lid, en 9.1.2-3, § 1, 4°, van het decreet, en volgens de procedures van artikel 9.1.2-3, § 4, van het decreet.

Het advies wordt meegedeeld aan de Minister en de Administratie.

Art. 4. Binnen een termijn van acht maanden, te rekenen van de datum van verzending van het advies van het College voor vergunningen en toezicht, neemt de Regering een beslissing.

Bij de beslissing over de toelating van de aanvrager stelt de Regering het dekkingsgebied van het nabijheidsmedium vast, rekening houdend met de sociaal-culturele kenmerken die bepaalde gemeentelijke entiteiten gemeen hebben, het aantal gemeenten dat wordt bestreken, de bevolkingsdichtheid en de technische mogelijkheden in verband met de organisatie van kabeltelevisienetten.

Overeenkomstig artikel 3.2.1-2, derde lid, van het decreet wordt de vergunning verleend gelijktijdig met de sluiting van een overeenkomst waarin de audiovisuele mediadiensten worden gespecificeerd die de lokale televisiezender mag uitgeven en waarin voor deze zender de bijzondere voorwaarden voor de uitvoering van de openbare dienst worden beschreven.

Art. 5. Onverminderd de jaarlijkse controle op de naleving van de verplichtingen van de communautaire media door het College voor vergunningen en toezicht van de Hoge raad voor de audiovisuele sector, voert deze laatste een tussentijdse evaluatie uit van de voorwaarden voor hun toelating zoals die voortvloeien uit de toepassing van artikel 2 en van de opdrachten en doelstellingen van openbare dienst die verband houden met de tussentijdse evaluatie en die zijn opgenomen in de overeenkomsten gesloten op grond van artikel 4, tweede lid.

Na afloop van de evaluatie, bedoeld in het eerste lid, brengt Het College voor vergunningen en toezicht van de Hoge raad voor de audiovisuele sector een advies uit aan de Minister overeenkomstig artikel 9.1.2-3, § 1, 7°, van het decreet. De Minister zendt het advies aan de regering, die op basis van dit advies bepaalt of de vergunning en de voorwaarden zoals omschreven in de overeenkomsten bedoeld in artikel 4, tweede lid, moeten worden herzien.

Art. 6. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 2018 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van vergunningen aan lokale televisies wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2022.

Art. 8. De minister van Media is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 maart 2022.

Voor de regering:

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/202258]

26 AVRIL 2021. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 01, 02 et 11 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021

Le Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 17 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, notamment l'article 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 31 mars 2021;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et de liquidation aux articles de base 12.02 et 74.02 et des crédits de liquidation à l'article de base 74.04 du programme 01 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, afin de financer les besoins pour les projets informatiques prioritaires du SPW Mobilité et Infrastructures,

Arrête :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 1.628 milliers d'EUR et des crédits de liquidation à concurrence de 2.569 milliers d'EUR sont transférés des programmes 02 et 11 de la division organique 14 au programme 01 de la division organique 14.

Art. 2. La ventilation des articles de base suivants des programmes 01, 02 et 11 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Article de base	Crédit initial et arrêtés de transfert		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CL	CE	CL	CE	CL
DO 14 12.02.01	480	880	+ 870	+ 872	1.350	1.752
DO 14 74.02.01	37	400	+ 758	+ 1.635	795	2.035
DO 14 74.04.01	0	53	-	+ 62	0	115